



## **Déclaration de confidentialité Caisse de pension de la Société suisse de Pharmacie**

### **1. Principe**

La déclaration de confidentialité<sup>1</sup> s'applique à toutes les données personnelles<sup>2</sup> que nous traitons dans le cadre de l'exécution de la prévoyance professionnelle et des activités y afférentes.

Avec cette déclaration de confidentialité, nous aimerions vous expliquer comment nous collectons et traitons vos données personnelles lorsque vous consultez notre site web ou utilisez nos services en ligne ; et comment nous les retraitions, les stockons et les transmettons à des tiers, lorsque nous fournissons des prestations de service.

Nous ne collectons et traitons vos données personnelles que pour les objectifs décrits dans la déclaration de confidentialité et dans la quantité nécessaire à cet effet, ainsi que dans le cadre des prescriptions légales en vigueur. Ce faisant, nous ne conservons vos données personnelles que dans la mesure où cela est nécessaire et aussi longtemps que le requièrent nos prestations de service. Nous veillons à garantir la protection de nos bases de données contre toute intrusion extérieure, perte, utilisation abusive ou falsification.

Pour garantir la sécurité de vos données personnelles et leur protection contre des traitements non autorisés, voire illicites, nous prenons des mesures appropriées sur le plan technique (p. ex. cryptage ou pseudonymisation des données personnelles, procès-verbaux, restrictions d'accès et stockage de copies de sauvegarde) et organisationnel (p. ex. consignes données aux collaboratrices et collaborateurs, clauses de confidentialité et contrôles).

### **2. Responsable des données<sup>3</sup>**

Le service responsable du traitement de vos données personnelles, du point de vue de la protection des données, est la Caisse de pension de la Société suisse de Pharmacie.

### **3. Destinataires de la déclaration de confidentialité**

Sont concernées par cette déclaration toutes les personnes dont nous traitons les données personnelles, quel que soit le mode de communication adopté.

Nos traitements peuvent, en particulier, concerner les catégories de personnes suivantes : les assurés, les bénéficiaires de rente et leurs proches ainsi que d'autres bénéficiaires ; les employeurs précédents, actuels et futurs, ou leurs contacts, les membres des familles et du personnel ; les mandataires (p. ex. représentant légal), les titulaires de créances, les responsables légaux et autres personnes impliquées ; les membres de nos organes ; les interlocuteurs des assurances sociales et privés, des institutions de prévoyance et de libre passage, des fournisseurs et des partenaires, ainsi que des autorités et des offices publics ; des personnes qui bénéficient de nos services ; des visiteurs de notre site web ou des personnes consultant notre secrétariat ; toutes autres personnes qui nous contactent.

<sup>1</sup> Bases : art. 19 LPD ; art 13 OPDo

<sup>2</sup> Toutes les données concernant une personne physique identifiée ou identifiable (art. 5 let. a LPD)

<sup>3</sup> Art. 5 let. j LPD



#### **4. Types de données personnelles**

Les données personnelles que nous traitons conformément à cette déclaration de confidentialité se rapportent aussi bien à des personnes assurées et des bénéficiaires de rente qu'à des tiers. Lorsque vous nous faites parvenir des données sur des tiers, nous partons du principe que vous en avez le droit et que ces données sont exactes. C'est pourquoi nous vous conseillons d'informer ces tiers du traitement que nous avons effectué et de leur remettre une copie de cette déclaration.

#### **5. But du traitement des données et base juridique**

Le traitement des données personnelles est effectué avant tout pour l'exécution de la prévoyance professionnelle (p. ex. conclusion et gestion de contrats d'affiliation avec l'employeur, admission de personnes assurées, examen et traitement des cas prévoyance incluant la coordination avec d'autres assurés).

La législation sur la prévoyance professionnelle, en particulier la loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (LPP) et la loi fédérale sur le libre passage (LFLP) ainsi que les ordonnances correspondantes en constituent la base juridique. En tant qu'organe fédéral<sup>4</sup>, nous traitons vos données personnelles y afférents dans le cadre de nos compétences légales en matière de traitement (p. ex. art. 85a ss. LPP). Dans le domaine de la prévoyance surobligatoire, notre traitement des données n'est pas soumis aux dispositions de protection des données de la LPP, mais à celles de la loi sur la protection des données (LPD).

#### **6. Communication de données personnelles à des tiers**

##### **6.1 Interdiction de communiquer des données personnelles à des tiers**

Nous ne communiquons pas de données sur votre santé ou sur des opérations telles que des rachats, des versements anticipés, etc. à votre employeur.

Par ailleurs, vos données personnelles ne sont ni retransmises, ni vendues ou communiquées de quelque manière que ce soit à des tiers, sauf si cela s'avère nécessaire pour la gestion du contrat ou l'accomplissement de nos tâches légales, ou que vous l'avez expressément autorisé (p. ex. pour garantir la sécurité de nos formulaires de saisie sur notre site web). Des données peuvent être en outre communiquées à des tiers, si nous y sommes obligés en raison de dispositions légales ou de décisions judiciaires administratives à force exécutoire.

##### **6.2 Communication exceptionnelle de données personnelles à des tiers**

Des données de personnes assurées ou de bénéficiaires de rente en relation avec la prévoyance professionnelle obligatoire ne seront communiquées que dans un cadre légal.

---

<sup>4</sup> Art. 5 let. i LPD



### **6.2.1 Cas de prévoyance, divorces, litiges entre héritiers, vérification d'adresse, examen de solvabilité et recouvrement**

Concernant l'annonce et la survenance d'un cas de prévoyance et d'autres prestations telles qu'un transfert ou versement de la prestation de sortie, nous sommes habilités à échanger des données, p. ex. avec des institutions de libre passage, d'autres institutions de prévoyance, les autorités et offices publics (p. ex. des organismes d'assurance sociale, en particulier l'assurance-invalidité et les offices sociaux), d'autres assureurs, des prestataires de services et des experts médicaux, des tribunaux et des avocats externes. De même, nous pouvons collecter des données de tiers et les retransmettre, p. ex. à des médecins et autres prestataires de services, à des experts, aux autorités, aux tribunaux, aux personnes susceptibles de donner des renseignements et aux avocats (coordination des obligations de prestations, clarification et exercice des droits de recours). En particulier, lors de divorces et de litiges entre les héritiers, nous communiquons les données personnelles à des tribunaux et à d'autres institutions de prévoyance ou de libre passage.

Par ailleurs, nous sommes habilités à communiquer des données personnelles à des tiers concernant, p. ex. des créances ou le comportement des débiteurs, pour des contrôles de solvabilité et le recouvrement de créances.

### **6.2.2 Communication de données personnelles à des prestataires en tant que « sous-traitant »**

Nos sous-traitants sont obligés de traiter les données personnelles de manière absolument conforme à nos instructions, ainsi que de prendre des mesures appropriées pour la sécurité des données. Nous veillons à ce que la protection de vos données personnelles soit garantie pendant toute la durée du traitement en choisissant soigneusement le prestataire et au moyen de dispositions contractuelles adéquates. Cela concerne notamment les prestations de services informatiques (regardant la gestion des assurés ainsi que le stockage des données), l'envoi de newsletters électroniques, l'analyse de données, mais aussi la valorisation des données ou des prestations de conseil.

Nous attirons également votre attention sur les informations relatives à nos cookies pour la collecte individuelle de données de la part de sous-traitants, dont nous avons intégré les outils dans notre site web.

## **7. Transmission de données personnelles à l'étranger**

Si, dans un cas particulier, nous transmettons vos données vers un Etat ne présentant pas un niveau de protection approprié, nous garantissons la protection de vos données personnelles en concluant p. ex. des contrats relatifs au transfert des données avec les destinataires de vos données personnelles dans des pays tiers, afin de garantir la protection des données requise (grâce à des « clauses contractuelles standard », c.-à-d. des contrats ayant été approuvés, délivrés ou reconnu par la Commission européenne et le Préposé fédéral à la protection des données et à la transparence (PFPDT). Exceptionnellement, le transfert vers des pays ne disposant pas d'une protection appropriée peut également être autorisé, en se fondant sur une autorisation dans le contexte d'une procédure judiciaire à l'étranger ou sur la nécessité du transfert pour l'exécution d'un contrat.



## 8. Durée du traitement et stockage (conservation) des données personnelles

Nous traitons et conservons vos données personnelles

- tant que cela est nécessaire pour remplir le but du traitement ;
- tant que nous avons un intérêt légitime qui justifie leur stockage (pour faire valoir ou contester des réclamations, à des fins d'archivage ou pour assurer la sécurité informatique) ;
- tant qu'elles sont soumises au devoir de conservation légal (voir art. 27 i ss. OPP2)

## 9. Profilage<sup>5</sup> et prise de décisions automatisée

Les données personnelles ne font pas d'objet d'une prise de décisions automatisée et aucun profil de personnalité n'est établi (aucun profilage).

## 10. Droits de la personne concernée

En ce qui concerne vos données personnelles, vous avez les droits suivants :

- le droit d'obtenir des informations sur les données personnelles stockées chez nous ;
- le droit de faire corriger des données personnelles inexactes ou incomplètes ;
- le droit d'exiger la suppression ou l'anonymisation de vos données personnelles, au cas où elles ne sont pas (plus) nécessaires pour l'exécution de la prévoyance professionnelle ;
- le droit de demander la limitation du traitement de vos données personnelles, dans la mesure où il n'est pas (plus) nécessaire à l'exécution de la prévoyance professionnelle ;
- le droit d'obtenir certaines données personnelles vous concernant dans un format structuré, couramment utilisé et lisible par machine ;
- le droit de révoquer une autorisation accordée, avec effet pour l'avenir, pour autant que le traitement repose sur une autorisation.

Toutefois, ces droits pourront ensuite être limités ou exclus, s'il existe un doute sur l'identité de la personne ou si cela est nécessaire pour la protection d'autres personnes, pour préserver des intérêts dignes de protection ou pour se conformer aux obligations légales.

Vous avez en outre la possibilité de déposer un recours auprès du Préposé fédéral à la protection des données et à la transparence (PFPDT), si vous craignez que le traitement de vos données personnelles ne soit pas conforme au droit.

## 11. Modifications de cette déclaration de confidentialité

Nous nous réservons le droit d'adapter à tout moment et sans préavis cette déclaration de confidentialité. En règle générale, pour chaque traitement de données, la déclaration de confidentialité dans sa version actuelle publiée sur notre site web au moment du traitement s'applique.

Le présent document est rédigé en langue française ; il pourra être traduit en d'autres langues.

---

<sup>5</sup> Art. 5 let. f, g LPD



S'il y a divergence entre la version en langue française et la traduction en d'autres langues, la version français fait foi.

## **12. Contact**

Pour toute question sur cette déclaration de confidentialité ou sur le traitement de vos données personnelles, vous pouvez nous contacter par voie électronique à l'adresse suivante :

[wagner@cpssph.ch](mailto:wagner@cpssph.ch)

Etat août 2023

### **Informations sur les cookies**

Le site web de la Caisse de pension de la Société suisse de Pharmacie utilise les cookies suivants sur son site internet :

- 2 cookies gérant la barre de « cookies policy » ;
- 1 cookie gérant le menu du site ;
- 2 cookies gérant les statistiques du site